

Réunion d'information sur la situation en Afghanistan

Au vu de la situation extrêmement complexe et dramatique que traverse l'Afghanistan, notamment avec le bouleversement du 15 août dernier, où les Talibans sont revenus au pouvoir, Cités Unies France a organisé une réunion d'information sur ce pays le 6 décembre. A destination des collectivités françaises et des acteurs de la société civile engagés dans l'aide aux Afghans, cette réunion a présenté les enjeux internes et internationaux du retour des Talibans après 20 ans de présence militaire occidentale, en faisant intervenir des chercheurs, des associations actives sur le territoire afghan, et des collectivités engagées dans l'accueil de réfugiés afghans.

D'abord, Clément Therme, docteur en sociologie et enseignant à Sciences Po, a dressé un tableau très complet sur la situation interne de l'Afghanistan. Le premier constat qu'il fait, c'est celui d'un pays où la construction de l'Etat est inachevée et l'unité est très difficile à trouver. De nombreuses ethnies composent le pays, et forment autant de factions potentiellement rivales qui rendent compliquée l'administration du pays. Les Talibans devront eux aussi faire face à cette difficulté, d'autant qu'ils sont avant tout des combattants, et non des gestionnaires. M. Therme revient ensuite sur les influences extérieures, notamment celle du Pakistan, soutien historique des Talibans afghans, mais aussi de l'Iran, de la Russie, et des Occidentaux. Ces acteurs ont aujourd'hui peu de contrôle sur le pays au vu de son instabilité et de la faiblesse de l'Etat central, ce qui laisse présager une situation extrêmement instable, très ouverte pour l'avenir.

Dorothee Schmid, chercheuse à l'IFRI est, elle, revenue sur l'importance de la question afghane sur les relations internationales. Du côté américain, elle relève la volonté de passer cette question sous silence, pour faire oublier la débâcle de Kaboul et l'échec de la tentative américaine de « State building ». Après avoir essayé de dominer le monde dans les années 1990-2000, les Etats-Unis, et les Occidentaux en général, doivent aujourd'hui accepter l'idée que le centre du monde se déplace vers l'est, et qu'ils ne sont plus les acteurs principaux sur ce dossier, la Chine, la Russie et les grands pays limitrophes (Iran, Pakistan), étant aujourd'hui plus à même de faire valoir leurs intérêts en Afghanistan. Avec la chute de Kaboul, la communauté internationale doit également accepter de composer avec des Etats faillis, qu'il est impossible de stabiliser ; l'Afghanistan bien sûr, mais aussi la Libye et la Syrie par exemple.

Bertrand Gallet, président D'ACTED, une ONG de solidarité internationale qui emploie plus de 1000 personnes en Afghanistan, attribue les déstabilisations successives du pays aux interventions extérieures, en particulier celles du Pakistan et des Etats-Unis. Il estime que le Pakistan est toujours intervenu dans les affaires afghanes pour empêcher la formation d'un Etat solide qui serait capable de le concurrencer et lui réclamer des territoires. Pour M. Gallet, les Américains ont, eux essayés d'implanter un Etat afghan de l'extérieur pendant 20 ans (2001-2021), ce qui a été un échec fracassant, et le pays se retrouve aujourd'hui encore plus instable qu'il ne l'était il y a 20 ans. Sur l'action de son ONG sur le terrain, il rappelle néanmoins que les humanitaires peuvent continuer leurs activités : sur place, les besoins en eau, en nourriture, en cash, sont immenses, et la population fait confiance à ACTED, implantée depuis de nombreuses années dans le pays et connue de ses habitants. D'autant que les Talibans, sous embargo, ont aussi besoin de l'ONG, car eux n'ont pas les ressources nécessaires pour remplir les besoins humanitaires des Afghans.

Le témoignage d'Etienne Gille va dans le même sens. Vice-président d'AFRANE, ONG d'amitié franco-palestinienne spécialisée dans l'éducation, il soulève le fait que, paradoxalement, la situation sécuritaire est meilleure depuis l'arrivée des Talibans (puisque ces derniers ne font plus d'attentats). Il insiste sur la nécessité de continuer à fournir des ressources aux acteurs humanitaires, y compris ceux qui assurent l'éducation des enfants, comme AFRANE, confrontés à de nombreuses difficultés financières car ils ne sont pas considérés comme des acteurs humanitaires par les Etats. Ces acteurs se posent également des questions sur les conditions d'exercice de leurs activités, car les Talibans exigent le respect des lois afghanes, qui ne sont pas encore connues, et l'association a des exigences fondamentales pour continuer à travailler sur le terrain, notamment quant aux droits des femmes et au contenu des cours dispensés aux enfants.

Haidar Shoukria, elle, a fondé son association NEGAR en 1996, juste après la première prise de pouvoir par les Talibans. Depuis, elle a passé 20 ans à promouvoir l'éducation et les droits des femmes. Aujourd'hui, son travail concerne essentiellement le soutien aux écoles, et en particulier aux femmes qui y travaillent, ou y travaillaient. Beaucoup d'entre elles sont menacées par la perte de leurs emplois et/ou de leurs revenus, et avec les risques de famine, leur venir en aide est essentiel.

Clare Hart, conseillère municipale de Montpellier, a ensuite présenté l'engagement de la ville de Montpellier dans l'accueil de migrants. Bien qu'au final la ville n'ait pas accueilli de réfugiés car ils et elles ont été redirigés vers la banlieue parisienne et le nord de la France, Montpellier et ses habitants se sont mobilisés dans un élan de solidarité pour fournir aux 50 à 70 prévues un logement, proposer des places dans les écoles, des offres d'emploi. Au final, seule une famille de 10 personnes a été accueillie, qui s'est immédiatement insérée dans les écoles et le marché du travail. Cet épisode a montré la solidarité et la fraternité des habitants de Montpellier et a permis de forger une méthodologie de réaction d'urgence au cas où une situation similaire d'urgence humanitaire se présenterait à la ville.

Enfin, Christophe Moyse, conseiller du maire de Besançon, témoigne de l'expérience de sa ville dans l'accueil des réfugiés afghans. Les 51 réfugiés afghans à Besançon ont d'abord été logés dans des hébergements d'urgence de l'Etat, et la ville a tout de suite commencé à préparer l'insertion des réfugiés dans la société française en tenant des logements à leur disposition une fois qu'ils seraient sortis de ces logements temporaires. Au final, la moitié des 51 réfugiés est restée sur Besançon, les autres sont partis pour regroupement familial ou pour d'autres raisons.